

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORISOL SCEA

route de Méru
60175 Villeneuve-Les-Sablons

Références : IC-R/041/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005105684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2025 dans l'établissement VALORISOL SCEA implanté Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDIS est intervenu mercredi 8 janvier 2025 sur le site de la société VALORISOL à Villeneuve-les-Sablons pour un feu couvant sur l'un des andins de déchets verts issus des collectes municipales.

Le feu impacte une capacité de 15 000 tonnes. La capacité totale du stockage est de 30 000 tonnes.

La DREAL a procédé à une visite d'inspection le mercredi après midi, visite objet du présent

rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORISOL SCEA
- Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons
- Code AIOT : 0005105684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALORISOL sise route de Méru, au lieu-dit « le Gibet Monin », sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons (60), est spécialisée dans la valorisation des déchets verts et des déchets de sous-produits d'animaux de catégorie 3 en compost.

Positionnée à l'écart du village de Villeneuve Les Sablons, l'habitation la plus proche est localisée à 700 m du site. La parcelle est mitoyenne au Nord d'une zone boisée.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A la suite d'un échange avec le commandant du SDIS 60 et du Capitaine du centre de Méru, un retour d'expérience sera organisé dans les prochains mois ; il sera riche d'enseignements pour l'ensemble des parties-prenantes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 2.5.1	Sans objet
2	Gestion des eaux polluées	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 4.3.5	Sans objet
3	Formation du personnel	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 7.5.6	Sans objet
4	Mesure de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.3	Sans objet
5	Surveillance de l'installation	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.4	Sans objet
6	Stockage des produits	AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'origine du feu couvant est possiblement criminelle car une intrusion sur le site a été constatée le lundi, avec notamment vol de carburant. L'exploitant a déposé plainte.

Par ailleurs, 3 départs de feu différents renforcent les suspicions.

Lors de son inspection, la DREAL n'a pas établi de constats de non-respect de l'arrêté préfectoral.

Les 7 communes aux alentours ont toutes été prévenues, et sont informées par l'exploitant des interventions.

Ce type de feu couvant est très long à s'arrêter complètement. Le retournement régulier des matériaux réactive les flammes et provoque une fumée dense qui peut, selon l'orientation du vent, impacter momentanément les communes les plus proches (principalement Villeneuve les Sablons). Les opérations de retournement ne sont engagées que lorsque le sens du vent le permet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées d'un départ de feu sur le site sis lieu-dit le Gibet Monin RD205 à Villeneuve les Sablons le 08/01/2025 à 9h37. L'exploitant a transmis la fiche de notification de l'incident par courriel du 12/02/2025, l'Inspection ayant accordé un délai permettant au dirigeant du site de se concentrer quasi uniquement sur la gestion du sinistre durant le mois de janvier et début février.

L'événement a débuté le 07/01/2025 à 7h et est toujours en cours à la date de rédaction du présent rapport, mais dans sa phase terminale (fin des opérations prévue en fin de semaine 2025_08).

Voir annexe 1 - fiche de notification d'accident/incident.

Voir annexe 2 - synthèse des événements et modes d'actions

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 4.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

L'exploitation de la plateforme de Villeneuve les Sablons s'effectue sur des surfaces étanches avec récupération des eaux de process dans des bassins prévus à cet effet. Cette eau de lixiviation est utilisée pour l'arrosage des andins, nécessaire à l'optimisation du processus de compostage.

Les surfaces étanches sont contrôlées visuellement, entretenues et des travaux de ré-étanchéification sont réalisés si nécessaire.

Concernant les bassins incendie, un certificat de réception a été établi le 4 juillet 2023.

Dans le cadre d'un suivi du SDIS de la commune de Méru, une inspection de la DREAL avait eu lieu en 2023 et avait permis d'améliorer le dispositif.

La configuration de la plateforme garantit une absence de rejet direct dans le milieu naturel grâce à son réseau de collecte et de stockage des eaux de ruissellement dans les bassins prévus à cet effet.

À l'issue du point réalisé avec les autorités du SDIS 60 et la DREAL, l'exploitant a procédé à la mise en place de bouchons :

- sur le bassin de 1 500 m³ et 3 000 m³ jouxtant et/ou subissant un écoulement indirect des eaux d'arrosage de la zone impactée par le feu couvant ;
- sur le bassin de 2 000 m³ et 250 m³.

Il s'est également assuré de la permanence des 2 bouchons sur le bassin 2 000 m³ avec le réseau extérieur (canalisation du débordement éventuel). C'est l'eau de ce bassin qui a servi à l'extinction et à la gestion du sinistre.

Les bassins sont régulièrement activés grâce au matériel d'arrosage tracté afin de procéder à leur aération.

Enfin, pour information, les eaux de pluie, issues des toitures du bâtiment abritant l'atelier, sont gérées indépendamment, à la fois dans une cuve dédiée enfouie au pied dudit bâtiment et dans le bassin de 2 000 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de procéder chaque année à un nettoyage et/ou curage des bassins afin que les cannes d'aspiration en place puissent être utilisées directement par les engins sapeurs-pompiers - sans avoir recours à la tonne à eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 7.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les

capacités de réaction face au danger.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs suivants, pour tous les personnels du site :

- feuille de présence et attestation de formation "module Gestion de crise et ISO 14001",
- autorisation de conduite des engins de levage motorisés pour les salariés du site,
- attestation de formation à l'utilisation des engins de travaux publics cat. 2 et cat. 4,
- les formulaires d'évaluation associés à l'autorisation de conduite (évaluation prévue à l'article 3 de l'arrêté du 2/12/1998),
- les Certificats d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) engins de chantier valables jusqu'au 28/06/2031,
- les attestations SST,
- les attestations de formation aux bonnes pratiques environnementales pour l'exploitation forestière, techniques de débardage, d'abattage et de broyage).

L'exploitant a également transmis les fiches de poste de chacun des salariés (agent d'exploitation/maintenance/atelier, trieur/entretien espaces verts, chef d'exploitation).

Enfin le plan de formation de l'entreprise a été communiqué.

La société VALORISOL remet à chaque salarié un livret "formation, accueil/re-accueil, sécurité/environnement" en complément des consignes générales cariste.

Outre un rappel sur le port des équipements de protection individuelle (EPI) réglementaires, ce livret précise les conduites à tenir en cas d'urgence ou d'incendie.

La remise de ce livret est suivie par un contrôle des connaissances pour validation de la compréhension des risques et mesures de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du

milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Constats :

Des systèmes d'obturation ont été mis en place au niveau du débit de fuite des bassins de décantation, pour éviter, en cas de pollution de ces bassins, leur rejet vers le milieu et permettre le pompage des eaux polluées ainsi que leur traitement dans un centre agréé.

Le confinement des eaux d'extinction incendie éventuellement souillées a ainsi été assuré par deux bassins de récupération d'eau de 1 000 m³ sur le site et disposant d'obturateurs. Les effluents collectés lors de sinistres seront, si besoin, orientés vers les filières d'élimination spécifiques. Lors du feu objet du présent rapport, les eaux d'extinction n'ont pas été considérées comme polluées par le SDIS, elles ont donc été ré-utilisées par l'arrosage des andains concernés.

L'imperméabilisation de l'ensemble des zones d'activité, les aménagements permettant une rétention des produits polluants et les dispositifs en cas de pollution accidentelle assurent une protection du sol et du sous-sol vis-à-vis des matériaux stockés et des risques de pollution liés à la circulation et aux activités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation quotidienne du site est supervisée par un responsable d'exploitation et un responsable de la plateforme, qui s'enquière de l'état des équipements de protection individuels, du bon fonctionnement des engins et donnent des consignes de travail quotidiennes.</p> <p>Les deux opérateurs les plus anciens en charge de l'exploitation ont suivi une formation au titre de la gestion de crise et de l'exploitation forestière qui intègre le risque d'incendie. Ils ont les connaissances satisfaisantes pour transmettre les consignes d'exploitation et former les employés aux risques liés au poste de travail.</p> <p>L'ensemble du périmètre du site est clôturé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accès est matérialisé par un portail ; • le site est clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 m et un merlon végétalisé. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stockage des produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2020, article Annexe 1 - 8.2.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Compost
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et de risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux installations et correctement répartis. Dans ce cas, les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Constats :</p> <p>Le processus de compostage met en œuvre deux gammes de température : mésophile et thermophile. Alors que la température idéale pour la phase initiale de compostage est de 20 à 45°C, par la suite, une température située entre 50 et 70°C est idéale.</p> <p>Quand la production de chaleur est plus rapide que sa dissipation, la température peut augmenter jusqu'à atteindre potentiellement une température de combustion (entre 150 et</p>

200°C), et ce sans aucun apport extérieur d'énergie. On peut alors assister à la formation d'un feu couvant, pouvant ensuite donner lieu à apparition de flammes. On parle d'auto-combustion.

Afin de limiter le risque incendie, la température est mesurée régulièrement par sonde électronique afin de pouvoir détecter toute élévation anormale de la température (> à 80 °C).

Par ailleurs les différentes zones d'exploitation sont distantes les unes par rapport aux autres.

Les andins sont séparés par des allées coupe-feu.

Type de suites proposées : Sans suite